



Grève le 21 janvier 2010

Une exigence : des services publics pour une éducation et une formation de qualité

Notre priorité : la défense de l'emploi public

En 2010, L'Etat et les services publics connaîtront leur pire année en matière budgétaire avec 30 000 suppressions d'emplois. Depuis 2007, ce seront au total plus de 100 000 emplois qui auront été supprimés au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Sous prétexte de RGPP, un véritable plan de restructuration, se résumant essentiellement à des suppressions d'emplois et de moyens en oubliant les missions et les besoins des usagers fait des ravages dans les services publics de l'Etat avec de lourdes conséquences sur leur fonctionnement, comme à la jeunesse et aux Sports.

En 2010, L'éducation sera très durement frappée avec plus de 16000 suppressions d'emplois, soit au total plus de 40 000 emplois depuis 2007.

En 2010 se mettra en place une réforme du recrutement et de la formation des enseignants que nous condamnons.

En 2010 se poursuivra la suppression de la carte scolaire qui se traduira par le renforcement des ghettos.

En 2010 le Lycée connaîtra des innovations approuvées par la majorité de la communauté éducative mais qui nécessitent des conditions de mise en œuvre que nous devons gagner par le combat syndical.

L'ensemble de ces bouleversements s'est caractérisé le plus souvent par une absence de volonté du gouvernement de mener un réel dialogue social.

L'UNSA Education et le SGEN-CFDT dénoncent ce choix politique de déstabilisation du service public.

Dans un rapport du 16 décembre 2009, la Cour des comptes, elle-même, dénonce l'action de l'Etat qui « se révèle incapable d'analyser les besoins et de programmer ses effectifs en conséquence ; sa politique du personnel est dictée principalement par des considérations budgétaires à court terme ». On ne saurait mieux dire que la transformation du système public d'éducation et de recherche mérite une autre politique budgétaire.

En ces temps de crise, les moyens doivent être garantis pour que les jeunes, les parents, ainsi que les personnels gardent confiance dans l'Education et la recherche.

C'est pourquoi l'UNSA Education et le SGEN-CFDT appellent à la grève le jeudi 21 janvier 2010.

Fédération UNSA Éducation

Contacts presse :

Jérôme CROZAT

jerome.crozat@unsa-education.org

tél. 01 56 20 29 52

ou 06 85 33 27 05

Fédération des SGEN-CFDT

Contact presse :

Edith MEAUME

atdepresse@sgen.cfdt.fr

tél. 01 56 41 51 02

ou 06 11 85 23 75